

Stabilité de l'emploi salarié au 1^{er} trimestre 2018

Au 1^{er} trimestre 2018, 92 710 salariés sont déclarés par leurs employeurs. En données corrigées des variations saisonnières (CVS), ce niveau reste stable par rapport au trimestre précédent (+0,0 %), interrompant le léger recul enregistré sur la période précédente. En effet, après la forte hausse enregistrée en début d'année 2017 (+0,8 % au 1^{er} trimestre 2017), le volume total d'emplois salariés s'était réduit de 0,3 % en fin d'année, pour se stabiliser enfin au cours du premier trimestre 2018.

Ce trimestre, les tendances observées entre les secteurs public et privé s'inversent. L'emploi dans le secteur public, caractérisé par une tendance à la hausse depuis 2016, subit une légère baisse en fin d'année 2017. Au 1^{er} trimestre 2018, l'orientation se confirme et le nombre d'emplois dans le secteur public diminue de 0,2 % en CVS.

A l'inverse, dans le secteur privé, la baisse du nombre d'emplois, observée en continu depuis mi-2015 et jusqu'au début d'année 2017, marque le pas. Le secteur enregistre même une évolution de +0,1 % par rapport au 4^e trimestre 2017, qui pourrait être le signe d'un retournement. Parallèlement, les procédures de licenciements économiques ont été nettement moins nombreuses ce trimestre : le nombre d'entreprises qui y ont eu recours diminue de moitié, pour un nombre de salariés concernés en baisse de 73 %, amplifiant le mouvement déjà amorcé en fin d'année dernière.

Néanmoins, le recours aux mesures de chômage partiel, qui s'était considérablement réduit au 2^e semestre 2017, repart à la hausse ce trimestre avec un volume d'heures indemnisées qui progresse de 43 % en trois mois. Il reste toutefois cinq fois moins important qu'en début d'année dernière. La mesure de déplaçonnement des heures indemnisables prise dans le cadre du plan PULSE devait s'interrompre au 31 décembre 2017, mais elle a été prolongée en 2018.

Le nombre d'employeurs diminue aussi de 1,5 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre d'entreprises qui déclarent des salariés s'est réduit de 3,4 %, soit plus de

400 unités. Parallèlement, les créations d'entreprises enregistrées sont 9,1 % moins nombreuses qu'au 4^e trimestre 2017 (-18,4 % sur un an), et l'indicateur de climat des affaires, issu de l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises, perd près de 4 points en trois mois.

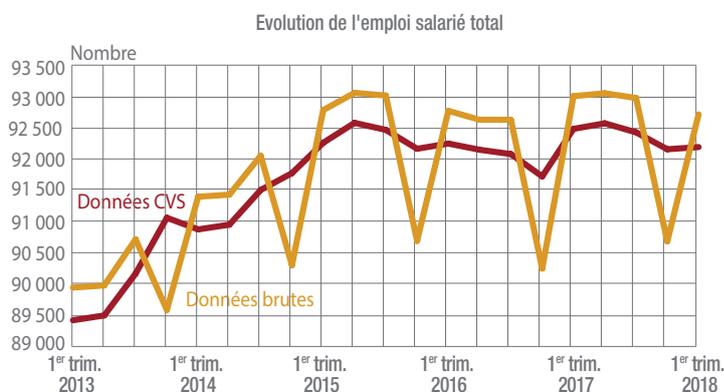
Enfin, confirmant aussi la fragilité de cette reprise de l'emploi privé, la demande d'emploi progresse. Ainsi, les nouvelles inscriptions augmentent de +0,6 % et le vivier de demandeurs d'emplois actifs en fin de mois est accentué de +3,5 % en trois mois - données CVS. Parallèlement, le stock d'offres d'emploi actives en fin de mois diminue de 12 % par rapport au trimestre dernier, malgré le rebond de 30 % des nouvelles offres déposées au cours du premier trimestre 2018.

Les baisses d'emploi dans le secteur privé ont cessé et le secteur public ne créé pas d'emploi ce trimestre.

Le recul de l'emploi salarié dans le secteur privé s'interrompt au 1^{er} trimestre

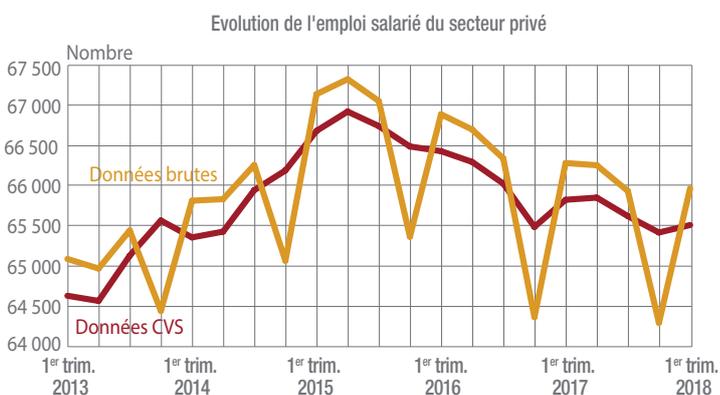
Au 1^{er} trimestre 2018, 65 980 salariés sont déclarés par les employeurs du secteur privé. Ce niveau très légèrement supérieur à celui du trimestre précédent (+0,1 %) interrompt les pertes d'emplois enregistrées depuis deux ans, que le regain ponctuel du début d'année 2017 n'avait pas suffi à inverser durablement.

● Emploi salarié: un niveau stable au 1^{er} trimestre 2018



Sources : CAFAT-ISEE - Données provisoires

● L'emploi se stabilise dans le secteur privé au 1^{er} trimestre 2018



Sources : CAFAT-ISEE - Données provisoires



Sur un an, le secteur privé a perdu plus de 300 emplois, qui s'ajoutent à ceux perdus les années précédentes. Les emplois créés entre la mi-2014 et la mi-2015 n'ont pas été maintenus au-delà de 2016. Début 2018, l'emploi privé se stabilise à un niveau proche de celui qu'il avait début 2014.

L'emploi se redresse dans le commerce et l'industrie

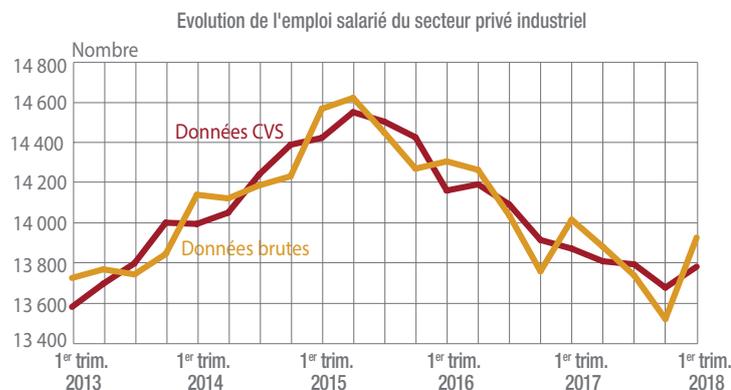
Au 1^{er} trimestre 2018, le **commerce** déclare 10 380 salariés, soit une progression de 1,6 % par rapport au trimestre précédent, en données CVS. Le début d'année marque ainsi un net redressement après des pertes sévères en 2016, suivies d'une stabilisation en moyenne en 2017. En glissement annuel, le commerce est le seul secteur à afficher un solde net d'emplois positif, avec 110 emplois de plus qu'il y a un an. Cette hausse au cours du 1^{er} trimestre 2018 est notamment liée aux recrutements effectués pour l'ouverture des nouveaux équipements commerciaux dans la commune de Dumbéa, en avril 2018.

Dans l'**industrie**, 13 940 salariés sont déclarés ce trimestre, soit une hausse de 0,8 % par rapport au trimestre dernier, en données CVS. L'emploi se redresse, après s'être contracté régulièrement depuis la mi-2016. En outre, le nombre de licenciements économiques a été divisé par quatre comparativement au niveau des trois trimestres précédents ; seuls quatre licenciements ont été actés au cours du premier trimestre. Sur un an, le solde d'emplois reste toutefois négatif, avec une perte nette de 90 emplois.

Pour ce début d'année, l'embellie provient essentiellement de l'industrie manufacturière, qui recrée 1,1 % d'emplois sur trois mois, en données CVS, après en avoir supprimé pendant un an et demi. Sur un an, le solde net reste déficitaire de 70 emplois. A l'inverse, les industries extractives continuent de perdre -0,8 % d'emplois sur un trimestre, mais moins fortement toutefois qu'au trimestre précédent (-3,5 %).

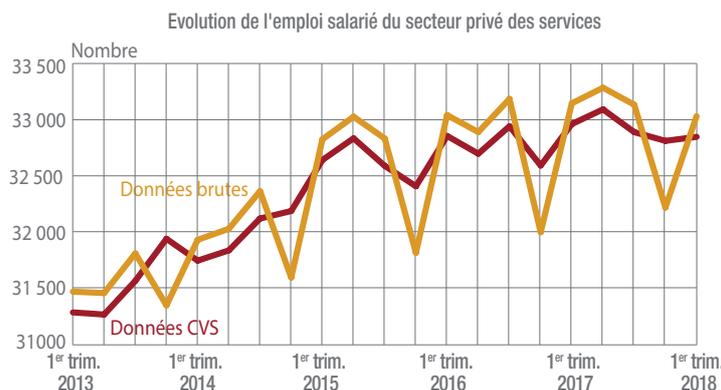
Les **services (hors commerce)** emploient 33 080 salariés fin mars 2018. Avec une évolution de +0,1 % sur 3 mois en données CVS, les effectifs des entreprises de service

L'emploi dans l'industrie se redresse au 1^{er} trimestre 2018



Sources : CAFAT-ISEE - Données provisoires

L'emploi des services est stable au 1^{er} trimestre 2018



Sources : CAFAT-ISEE - Données provisoires

se stabilisent, et stoppent les réductions intervenues au 2^e semestre 2017. En ce début d'année, les variations les plus sensibles concernent l'enseignement, dont les effectifs progressent de 6,6 % (données CVS) et à l'inverse, les activités artistiques ou récréatives, dont les effectifs se contractent de 5,8 %, conséquence de la réduction des budgets affectés à ces activités.

Sur un an, les activités de service affichent un solde déficitaire de 110 emplois par rapport au 1^{er} trimestre 2017, qui affecte principalement les activités des ménages employeurs, le transport et l'entreposage, les activités spécialisées, et l'enseignement. Dans ce dernier secteur, les réductions d'effectifs sont directement liées à la baisse récurrente du nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement privé. Les hausses enregistrées dans les activités de santé ne suffisent pas à compenser les pertes dans les autres secteurs.

Recul de l'emploi salarié dans la construction et l'agriculture

Malgré un sursaut au 4^e trimestre 2017, le secteur de la **construction** continue de détruire plus d'emplois qu'il n'en crée. Début 2018, le secteur déclare 6 880 salariés, soit une diminution de 1,4 % sur 3 mois, en données CVS, malgré la hausse des effectifs dans les travaux de terrassement. Le nombre de licenciements économiques est quasiment nul ce trimestre contre 18 enregistrés au cours du dernier trimestre 2017. Sur un an, le solde net d'emplois est déficitaire de 190 emplois, affectant plus particulièrement la construction de bâtiments et les travaux de maçonnerie générale et gros œuvre du bâtiment. Les créations d'emplois pour la construction d'ouvrage d'art atténuent partiellement ces pertes.

L'**agriculture** déclare 1 710 salariés fin mars 2018, soit une baisse de 6,6 % par



rapport au trimestre précédent (données CVS), qui met fin aux créations d'emplois enregistrées tout au long de l'année 2017. Le nombre d'emplois agricoles retrouve le même niveau qu'un an plus tôt. Ce recul récent a concerné les activités de culture de céréales et d'élevage porcins. Il masque néanmoins la création d'emplois supplémentaires dans les activités d'élevage bovins et d'exploitation forestière.

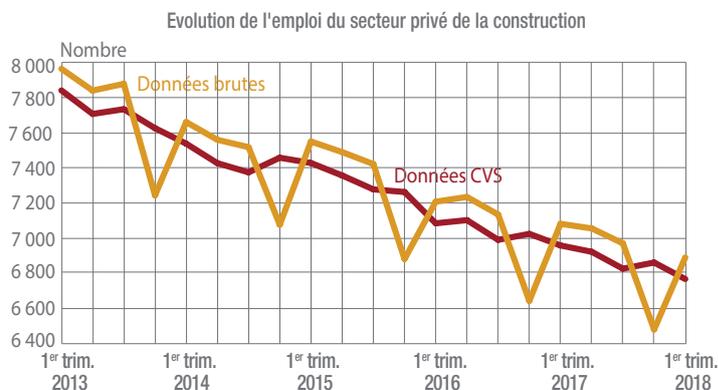
Le secteur public ne crée pas d'emplois ce trimestre

Les employeurs publics déclarent 26 730 salariés ce trimestre, soit 0,2 % de moins qu'au trimestre dernier (données CVS). L'emploi public se contracte pour le deuxième trimestre consécutif (-0,3 % au 4^e trimestre 2017), après des hausses marquées en début d'année 2017.

Malgré cette inflexion, le **secteur public** affiche toujours une hausse de 170 emplois salariés par rapport à l'année précédente, bénéficiant principalement au milieu hospitalier et au maintien de l'ordre public. Les emplois de contractuels baissent de 2 % sur 12 mois, sous l'effet des mesures exceptionnelles d'intégration des agents non-titulaires au sein des fonctions publiques de Nouvelle-Calédonie. Le nombre de fonctionnaires territoriaux augmente en conséquence.

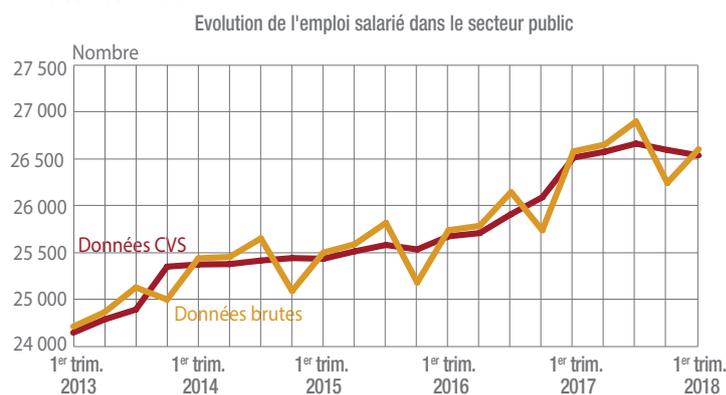


● La construction continue de perdre des emplois



Sources : CAFAT-ISEE - Données provisoires

● La tendance à la hausse de l'emploi public, marquée depuis 2016, s'est retournée fin 2017



Sources : CAFAT-ISEE - Données provisoires

Correction des variations saisonnières

L'emploi salarié présente des variations saisonnières importantes qui interfèrent avec les variations conjoncturelles : de façon récurrente, le niveau de l'emploi salarié progresse entre le premier et le troisième trimestre de l'année, pour décliner au dernier trimestre. De même, d'autres indicateurs sont sujets à des variations saisonnières importantes : le nombre d'employeurs, dont la courbe infra annuelle suit les mêmes tendances que l'emploi salarié ; les créations et cessations d'entreprises ou la demande d'emploi, dont les niveaux sont toujours plus élevés au premier trimestre qu'au cours des trimestres suivants. A partir de 2018, l'analyse des données corrigées des variations saisonnières pour ces indicateurs offre une meilleure lisibilité et une analyse facilitée des réelles variations conjoncturelles. Pour les indicateurs qui ne font pas l'objet d'une saisonnalité marquée, les évolutions trimestrielles sont calculées à partir des données brutes.

Révisions

La publication trimestrielle des évolutions de l'emploi salarié tient compte d'un délai de trois mois nécessaire pour s'assurer de la quasi-exhaustivité des déclarations des entreprises. Néanmoins, certains mouvements peuvent encore intervenir après ce délai. Aussi, d'une publication à l'autre, les chiffres des trimestres précédents peuvent être révisés pour tenir compte de ces ajustements.

Parallèlement, l'utilisation de sources administratives dont les modalités de gestion évoluent, justifie d'opérer des régularisations à intervalles réguliers, afin de réconcilier l'ensemble des données émanant de sources hétérogènes. La chaîne de traitement statistique fait ainsi l'objet d'une expertise annuelle visant à consolider la base des données constituée. Le cas échéant, les données relatives à l'emploi salarié peuvent être rétro-polées sur longue période.

Début 2018, l'historique complet de ces données a ainsi été recalculé. Par la suite, les révisions éventuelles ne porteront que sur les cinq dernières années.

● Emploi salarié au 1^{er} trimestre 2018

	Evolution par rapport au trimestre précédent (CVS*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Emploi salarié			
Effectif employeurs	-1,5	-3,4	11 883
Effectifs salariés total (a)	0,0	-0,3	92 707
dont secteur privé	0,1	-0,5	65 980
dont secteur public	-0,2	0,1	26 727
Détail par sous secteurs du privé			
Agriculture, sylviculture et pêche	-6,6	-1,6	1 706
Industrie	0,8	-0,6	13 937
Industries extractives	-0,8	-1,6	1 733
Industries manufacturières et extractives (b)	1,1	-0,6	10 614
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,1	-0,6	762
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,1	1,3	828
Construction (b)	-1,4	-2,7	6 882
Commerce	1,6	1,1	10 380
Services	0,1	-0,3	33 076
Transports et entreposage	-0,6	-1,2	4 118
Hébergement et restauration	-1,2	0,7	4 636
Information et communication	-0,3	-0,3	1 100
Activités financières et d'assurance	2,0	2,0	2 536
Activités immobilières	0,8	0,8	701
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,3	-2,0	2 343
Activités de services administratifs et de soutien	-0,9	-0,5	5 529
Administration publique	2,7	-0,7	910
Enseignement	6,6	-2,3	2 725
Santé humaine et action sociale	0,3	4,2	3 317
Arts, spectacles et activités récréatives	-5,8	-2,3	719
Autres activités de services	0,2	0,2	1 734
Services domestiques	-2,0	-4,6	2 645
Activités extra-territoriales	-0,4	-5,5	27
Indéterminés (c)	///	///	37
Démographie d'entreprises			
Créations (cumul du trimestre)	-9,1	-18,4	1 231
Cessations (cumul du trimestre)	-23,1	21,6	1 157
Demande d'emploi			
Demandeurs en fin de mois (DEFM) (moyenne du trimestre)	3,5	2,2	8 513
1 ^{res} inscriptions au cours du mois (moyenne du trimestre)	0,6	4,9	677

* Les indicateurs présentés dans ce tableau sont très soumis à des variations saisonnières, c'est pourquoi les évolutions trimestrielles sont présentées corrigées des variations saisonnières (CVS). Unité : nombre sauf mention contraire

(a) Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi. (b) Les effectifs de KNS SAS immatriculés au RIDET dans le secteur construction, ont ici été réaffectés au secteur industrie manufacturière.

(c) La catégorie indéterminés correspond à des salariés déclarés par un employeur dont le siège est situé hors territoire et qui n'a pas d'établissement localement.

Sources : CAFAT - ISEE, données provisoires, IDCNC corrections CVS par ISEE

● Autres chiffres clés de l'emploi au 1^{er} trimestre 2018

	Evolution par rapport au trimestre précédent (Données brutes*, %)	Evolution sur 1 an (%)	Niveau en fin de trimestre (Données brutes)
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés	-72,5	-15,4	22
Entreprises concernées	-45,5	9,1	12
Chômage partiel (cumul)			
Nombre d'heures indemnisées	43,3	-79,2	8 233
Chômage total (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	2,8	-9,4	2 245
Jours indemnisés	5,8	-5,4	64 616
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	-13,5	-9,4	642
Entreprises utilisatrices	-3,2	-3,8	400
Offre d'emploi (nombre mensuel moyen)			
Offre d'emploi en fin de mois (OEFM)	-11,8	-13,3	1 540
Nouvelles offres déposées dans le mois (NOE)	29,9	-1,8	680
Moral des entreprises (donnée trimestrielle)			
Indicateur de climat des affaires	-3,7	-2,3	88,4

* les indicateurs présentés dans ce tableau ne sont pas soumis à variations saisonnières. Les évolutions trimestrielles sont donc calculées à partir des données brutes. Unité : nombre sauf mention contraire

Sources : DTE, CAFAT, IDCNC, IEOM

